09 2003

# Souveraineté de la présence

**Alice Creischer / Andreas Siekmann**

**Traduit par Yasemin Vaudable**

Au mois de novembre de l'année dernière, nous sommes venus à Buenos Aires pour initier un projet intitulé ExArgentina[1]. Le projet s'entendait tout d'abord comme forme d'analyse permettant d'examiner, selon une approche de critique d'économie, la crise économique survenue en Argentine  et les groupes de pression internationaux qui en profitent. En tant que pratique artistique, notre recherche se base sur la notion de généalogie, telle qu'elle a été développée par Foucault – une critique particulière et locale qui aurait l'effet d'une cale sur des productions théoriques globales et centrales. Si Foucault parle d'une révolte du savoir opprimé qui s'opère à travers les méthodes d'une science non-effectuable, il s'agit en premier lieu de la visibilité de ce savoir. Cette non-effectuabilité des méthodes qui rendent visible, semble être transposable au réservoir de catégories artistiques, qui ont taillé au plus fin leurs instruments optiques dans leur prétention à l'autonomie. Les méthodes permettant de rendre visible ce savoir ne sont pas interchangeables, mais sont, tout comme les contenus, l'expression d'une implication. Il ne s'agit donc pas d'une analyse définitive mais plutôt de la recherche d'une façon de représenter, comment on peut conserver le souvenir du perçu et des déductions,

de la colère et de la solidarité, tel un poème ou une image, qui ne peut devenir une "tactique actuelle" que sous cette forme-là.

*Rendre visible le mouvement*

Nous restâmes sept mois à Buenos Aires et nous nous rendîmes également à Posadas, Tucuman, Cordoba et Bahia Blanca. Au terme de cette période, il était devenu clair qu'il ne s'agit pas seulement d'une forme d'analyse, mais de la manière selon laquelle un mouvement social, dont la présence se fait sentir de façon si insistante ici et dans lequel beaucoup de personnes parmi les participants, ayant jusqu'à présent pris part au projet, sont impliquées, peut être décrit. Nous sommes donc face au problème de savoir comment nous pouvons décrire ce mouvement, et ce dans un domaine hégémonique qui exploite si fortement et si souvent les images, en domestique les communications et les soumet à une universalité rendant toute déclaration invisible. Nous sommes aussi face au défi de nous rappeler une pratique artistique intègre prouvant qu'il est possible de rendre visible de tels mouvements dans la dignité.

En Argentine nous commençâmes à écrire des lettres de voyage - comme ce genre littéraire désuet du 18$^{ème}$ siècle, où les lettres faisaient en quelque sorte office de miroir de la propre société. C'est exactement cet effet que la description actuelle des circonstances et de la situation en Argentine a sur le regard européen. Une partie de la dernière lettre nous semble être la description précise de ce que pourrait être un "real public space", lorsque l'espace public n'existe plus, en raison du fait qu'il est complètement occupé par des intérêts privés économiques ou par le pouvoir exécutif. Pour nous, "real public space" n'est pas un lieu

mais une situation. Dans la lettre, nous décrivons l'occupation de l'espace public par les campagnes électorales et - à la fin - une de ces rares situations de "real public space". Nous écrivîmes la dernière lettre alors que nous étions déjà rentrés en Allemagne. Ainsi...

"... nous rédigeons ce récit des impressions en commençant par la fin et en partant de cette nouvelle expérience de la distance, qui s'apparente à un appareil optique qui ne fonctionne plus et qui doit être réajusté. Cependant, le réajustement n'est jamais suffisant car alors même que l'on y procède, l'on s'éloigne, soi-même, toujours plus. Autrement dit, c'est comme si, depuis la banquette arrière d'une voiture, l'on fixait son regard à travers la vitre arrière de celle-ci – sur ce rapetissement incroyablement rapide des choses, des personnes et des événements jusqu'à ce qu'ils ne soient plus qu'un point.

*Des campagnes comme occupation totale de l'espace public*

A ce point, avec 22 pour cent des voix, Kirchner est Président de l'Argentine. Malgré deux points de pourcentage de plus en termes de voix, Menem a renoncé à poser sa candidature au deuxième tour des élections. Sur notre écran à Berlin, les visages du vainqueur et du perdant restent aussi floues que des images transmises en direct de personnes dans un vaisseau spatial. Elles sont attaquées par des lignes nerveuses et elles nous rappellent immédiatement les portraits de Menem qui ne furent autorisés par les dirigeants de campagne électorale que très peu avant l'élection, afin d'éviter qu'ils soient barbouillés de gribouillages. C'était un visage détourné, vu de profil, traversé par ces lignes horizontales justement, comme si la caméra ne pouvait encadrer cette silhouette qu'avec d'extrêmes

efforts techniques. C'est à ce point-là que cette personne, qui sort d'une voiture et se précipite dans un bâtiment, est occupée. Les traces de cet effort sont maintenant visibles sur les deux visages. Cependant, devant l'écran à Berlin, cela ne reste en même temps qu'un phénomène d'éloignement et d'indifférence – des élections présidentielles quelconques dans un pays quelconque, troublé et en faillite.
Ici on se contente de commenter l'élection par la bagatelle selon laquelle il s'agit d'un blocage dans le processus de réforme dont la nécessité est urgente. Dans le pire des cas, Lopez Murphy avancera comme alternative – un despote de Law-and-Order dont les propositions de loi ont pour objectif de générer des contrats pour sa propre entreprise de sécurité. Il a gagné à Buenos Aires, il a recueilli la majorité des voix, comme l'avait fait Menem lors du premier tour des élections. 80 pour cent des Argentins se sont pliés à l'obligation de voter. Cette fois ils n'ont pas rempli de dessins les bulletins de vote – pas de Clement sans bras –, ils n'y ont pas gribouillé d'injures ni collé des slogans – tout ce qui s'était passé lors des élections précédentes et traduisait un refus clair de cette obéissance oui/non consistant à représenter de la 'liberté'.
Nous écrivons cela d'une manière aussi expresse, parce que dans un premier temps nous ne pouvons pas comprendre. Dans les années 80, une personne du nom de Bussi fut réélue dans la province de Tucuman. Il fit envoyer tous les sans-abri de la ville de San Miguel de Tucuman vers les régions voisines, où beaucoup moururent de faim. Dans la ville, il n'y avait plus aucun signe visible de pauvreté.

Bussi avait déjà été gouverneur à l'époque de la Junte.

De quel genre insinuation s'agit-il dans cette histoire? Qui y est jugé stupide, et qui y est jugé impitoyable? L'insinuation part du fait qu'il y a une liaison – ou du moins une projection de liaison – entre l'action de voter, les propres intentions et la propre situation

politique quotidienne. Elle ne tient pas compte du caractère fictif de la politique représentative ni de la violence avec laquelle ces fictions se traduisent en réalité.

Nous nous rappelons quelques panneaux de campagne électorale et leur caractère comique. L'un d'entre eux montrait Rodriguez Saa debout devant des  raffineries et portait le titre '100 pourcent Argentine', bien que la vente des raffineries aux groupes internationaux ait causé la première vague de chômage en masse. Kirchner promettait ‚en serio' (sérieusement) un pays ayant une industrie nationale et un système de santé qui fonctionne. Menem, donc celui qui était un symbole de 'la crise' et qui était en état d'arrestation l'année précédente pour trafic d'armes et corruption, posait sa candidature en tant qu'Una Marca Registrada (une marque déposée). En Uruguay, il y a une station balnéaire appelée Punta del Este et constituée en grande partie de maisons appartements habitées par de riches Argentins. Nous y vîmes un pavillon bondé d'affiches de Menem, un chapiteau de cirque avec une paroi en papier collé blanc et bleu couronné de l'écriteau en néons 'Menem 2003'. Nous avions l'impression que l'on aurait pu échanger ces affiches avec celles de films traitant de familles ou d'avocats, devant les grands complexes de cinéma dans les centres commerciaux, autrement dit avec le subconscient collectif de Doris Day, de bouteilles de lait sur la pelouse devant le bungalow, de bâtiments de sociétés d'assurance, d'écoles, d'hôpitaux et d'usines inondés par la lumière, d'un Etat providence national, qui prend soin de la population et en a besoin. Cette assistance trouve son supplément nécessaire dans la menace extérieure de la prospérité, dirigée vers des ennemis intérieurs par une technique de la guerre à la production de laquelle la famille participe.

Voilà pour le rêve des affiches électorales placées aux alentours du cinéma. Si ce rêve entend être la vérité, ce n'est pas en raison d'une

proximité de la réalité, mais à cause du pouvoir que sa présence publique impose. La vérité est inébranlable, tant que la campagne électorale bat son plein, 'roule' (comme on le dit dans un allemand de marketing démodé). Cela – cette harmonie irréprochable de la campagne – est financée par le FMI et la Banque Mondiale, parce que son déroulement se prouve par lui-même. Le FMI a interprété le boycott électoral de l'année dernière comme un manque d'éducation. L'argent destiné aux appareils de partis est donc conçu comme une mesure d'éducation.
Il y avait des candidats, prononçant des discours, applaudis par un 'peuple' sélectionné dans les provinces dans ce but, et payé avec des empanadas ou des T-Shirts. L'on disait que les pronostics dans les journaux s'orientaient selon le paiement effectué par chacun des partis, tout comme certains pariaient sur la question de savoir qui achète combien de voix pour quelle somme d'argent. Il y avait d'immenses graffitis sur les ponts d'autoroutes ou dans les passages souterrains disant 'Menem / Romero' ou 'Kirchner / Scioli'. Vers la fin de la campagne électorale, l'on vit des affiches de Menem - commandités par le même parti péroniste, mais du camp opposé - sur lesquelles l'on avait collé le slogan 'Menem al Gobierno / Bush al Poder' ('Menem au gouvernement / Bush au pouvoir'). Cette polémique est astucieuse, parce qu'elle copie un slogan identique avec lequel le candidat Hector Campora ne se fit élire que pour que le vieux Péron puisse revenir au pouvoir. C'est là le mythe patriotique dorénavant ‚souillé' par le fait que Bush, la personne détestée, ait remplacé Péron. Les mêmes techniques donc, que nous désignerions peut-être du terme de guérilla de la communication en Europe, sont soumises au pouvoir de partis, parce qu'elles remontent à l'époque où ces partis étaient interdits et où des personnes de liaison dans les différents Barrios inscrivaient leurs slogans au mur – avec la seule différence que, dans les années

où ils étaient au pouvoir, cette subversivité s'est transformée en un instrument de contrôle.

Il est certain que personne ne croyait aux promesses de ces affiches. Peut-être devait-on attribuer la décision de voter et de ne pas mettre en désordre les bulletins de vote non pas à une logique de conjuration mais à une logique de cette peur que les campagnes engendraient en raison de leur omniprésence et des menaces dont elles étaient accompagnées. Dans les publicités télévisées, les quartiers pauvres furent souvent montrés comme une mise en garde de ne pas laisser la situation en arriver là et de sauver sa peau de cette pauvreté de justesse par sa propre voix. Nous avions l'impression que cette mise en garde venant de la part de riches fonctionnaires était adressée à une couche de la population composée de petites gens, ressentant encore leur récente décimation et dont les anciens voisins constituaient la dernière vague de sans-abri. Tel un souvenir douloureux, ils continuent d'occuper l'espace dans la ville.

*Campagnes d'expulsion*

Venons-en donc à la ville même, à cet espace physique rempli de pauvreté. En même temps que le pouvoir de rendre présentes des fictions, commença dans la ville une campagne d'expulsion, une campagne d'extermination de toutes les formes d'autoorganisation considérées comme symptôme de la crise. D'abord, les maisons occupées à Buenos Aires et servant de lieu de réunions de quartier, de cuisines communautaires et d'initiatives culturelles et politiques furent évacuées. Indymedia, chroniqueuse de ces expulsions et elle-même expulsée lors de l'évacuation d'une ancienne filiale de banque, cite la promesse de Menem: 'nettoyer les rues et les rendre

exemptes de communistes et autres délinquants pour mettre fin au chaos social'. C'est là une affirmation échangeable avec des déclarations similaires faites par ses concurrents.
Quelques semaines avant, un débat portant sur les nouveaux mouvements sociaux et la réception occidentale, que l'on peut résumer par l'expression de Turismo Piquetero, se déclencha au sein des médias de l'intelligence établie. Dans cette discussion, on parvint à faire glisser une fois pour toutes la cause de la 'crise' telle qu'elle était désignée jusqu'alors - de la corruption d'une caste d'hommes politiques, qui s'enrichissait de concert avec les groupes financiers internationaux, vers les 'symptômes': la pauvreté, la protestation, l'auto-organisation de pauvres pour continuer à vivre, les exigences quant à ce que la survie soit rendue possible qui ne s'adressent justement pas qu'à un Etat mais au paradigme de propriété de toute une classe, l'impertinence de ces symptômes de ne pas disparaître. Tout cela devient l'objet du voyeurisme d'étrangers. Mais quel est le désir d'observer liant les étrangers avec les personnes qui s'organisent? Quel crime de lèse-majesté est-ce d'étudier non pas le pouvoir mais son abjet? Nous posons ces questions avec l'insistance des voyeurs.
En premier lieu, 'el Padelai' est évacuée, une maison occupée depuis 20 ans et dans laquelle vivaient plus de 500 personnes au moment de l'évacuation. La plupart d'entre elles avaient moins de 18 ans. 300 agents de police évacuent le bâtiment avec du gaz lacrymogène et des projectiles en plastique. Ils arrêtent 86 personnes et en blessent plus de 40. Suivent les points de rencontre des organisations de chômeurs San Telmo et Florencia Varela, la cuisine communautaire à Almirante Brown, le point de rencontre des H.I.J.O.S., la maison de l'Asamblea Paternal, le centre social 'Azucena Villaflor', pour n'en citer que quelques-uns parmi les premiers.
Indymedia écrit: 'L'appareil de répression est présent partout et à

tout instant. Devant chaque supermarché et chaque banque, des patrouilles de police sont postées, vêtues de leurs vestes pare-balles. Des barricades dans des rues font partie du quotidien, tout comme la présence de robocops souvent armés de mitrailleuses à des manifestations politiques.' Nous avons, nous aussi, vu ces images, mais dans un premier temps, elles ne nous ont pas effrayés – tellement leur présence était quotidienne, et tellement nous vivions, nous, sans impression de menace derrière ce petit trou à travers lequel nous observions les événements. Toutes les mesures sont légitimées par une nouvelle législation 'antiterroriste' adoptée tout juste une année après le 11 septembre par l'ambassade des Etats-Unis et les fonctionnaires du pouvoir législatif qui y étaient autorisés. Cette loi  entend permettre une coopération entre les forces de sécurité, les forces armées et les services secrets. Elle autorise ces organisations à prendre des mesures contre la 'criminalité terroriste' sur la base d'un simple soupçon. La criminalité terroriste peut tout signifier. C'est ce même arbitraire et la privation de droits qui apparaissent dans presque toutes les 'démocraties' depuis le 11 septembre et posent une nouvelle norme de pouvoir étatique.

*Un chanteur en tant que souverain de sa présence*

L'évacuation de l'usine de costumes constitue l'événement central de la campagne électorale de Buenos Aires. Brukman fait partie des quelques 180 entreprises auto-gérées du pays qui prouvent quotidiennement la possibilité d'une production sans chef et sans propriétaire. Le jour du vendredi saint, environ 150 agents de police chargés d'armes pénétrèrent l'usine à 2 heures du matin, sur les ordres du nouveau juge Grimoldi, qui était un membre de la Junte. La clique du président Duhalde avait désigné ce juge à ce

poste quelques jours avant et déclaré secrets les dossiers de Brukmann. Elle prouva, une fois encore, qu'elle était vite prête à militariser la politique. Les travailleurs purent, en un bref laps de temps, mobiliser un grand nombre de personnes qui protestèrent pendant quatre jours contre cette évacuation, jusqu'à ce que la police chasse les 7000 personnes devant l'usine, les poursuivent et arrête un bon nombre d'entre elles.
Les jours écoulés entre l'évacuation, la manifestation et l'expulsion montrèrent clairement que ce n'était pas comme s'il y avait deux camps séparés de pouvoir et d'indignation, mais qu'ils sont liés l'un à l'autre par un tissu constitué d'appareils de médiation et de jurisprudence, qui sont appelés par une partie et utilisés par l'autre. Dans le domaine de la fictionalité de la campagne électorale, l'évacuation de Brukman constituait un grand procès politique prouvant, dans l'intervention et le retrait alternés des instances ainsi que des oppositions, l'inviolabilité de la propriété privée et le sens de pouvoir étatique qui l'accompagne en tant que sa protection. La déclaration faite par les deux juges qui ordonnèrent l'évacuation, était qu''il n'y a pas de souveraineté de la vie et pas de droit de rester physiquement indemne quand il est question d'intérêts économiques'. Elle engendre une grande indignation puis est retirée, mais elle est plantée là, telle une colonne dans la salle, un préambule à une nouvelle constitution.

Il n'est pas juste, néanmoins, de dire qu'il s'agissait de la présentation d'un spectacle dans lequel toutes ces instances font leur entrée sur scène les unes après les autres, argumentent puis font leur révérence. En effet, cela signifierait qu'on les mette toutes sur le même plan: le Ministère du Travail, divers chefs de la police, juges, procureurs, députés, avocats, journalistes, travailleurs, hommes, femmes, enfants. L'on les réduirait ainsi toutes à de simples acteurs devant les coulisses du pouvoir ayant déjà posté ses

patrouilles de police dès le premier jour. Avant de parler de spectacle, de but et de résultat, l'on doit se rappeler quelques jours ou quelques heures, et leur indignation ainsi que leur beauté. Nous nous rappelons par exemple une nuit où un grand orchestre de tango jouait devant les barricades avec lesquelles les agents de police avaient bloqué l'usine. Il était apparemment venu là directement de la salle de concert. Le chanteur n'utilisait un mégaphone que lorsque certains passages de la chanson s'adressaient à la police. Il chantait alors à voix étrangement basse et affectée. Il était clair que le chanteur était un souverain de sa propre présence, et qu'il n'intégrait cette présence dans la relation avec les apparences du pouvoir que lorsqu'il s'agissait d'invectiver. La majeure partie restante, il la réservait à ceux qui étaient assis sur les bords des trottoirs de la rue ou sur les pelouses du parc situé non loin de là."

*Résumé*

Comme beaucoup d'autres, nous sommes occupés à établir des rapports de cohérence entre activisme politique, théorie politique et art politique. Mais souvent cela nous apparaît comme une pièce, qui n'existe que dans nos têtes, ou comme s'il y avait une voie à sens unique d'informations et de débats politiques que nous pouvons admettre et montrer dans le domaine de l'art.

Peut-être cette présomption est-elle aussi fausse en elle-même, parce qu'elle part d'un échange qui est forgé d'une identité à l'autre. Comme si en tant qu'"artistes" nous faisions part de notre expérience de l'"Argentine" face à des "squatteurs", des "média-activistes" et des "philosophes". Si nous considérons ces identités comme étant données, elles s'agencent automatiquement en une

pyramide à l'envers. Les activistes en constitueraient la pointe inférieure – en quelques sorte "le réel", d'où part une ligne vers la théorie – un rapport normatif dans lequel la théorie juge l'action politique. L'autre ligne partirait vers l'art – un rapport d'utilisation dans lequel le travail artistique se charge du sens social de l'activité politique. Elles seraient comparables, de par leur constitution, aux tableaux dans la salle de l'Istituto per gli Studi Filosofici où nous étions assis à Naples, qui, depuis les simples contours de nuages, renvoyaient de plus en plus aux hauteurs du monde spirituel.

Cette schématisation est déjà ébranlée par les diverses activités et engagements de personnes qui rapportent leurs expériences. Ainsi nous n'avons pas agit ici en tant qu'"artistes", mais en tant que voyageurs, qui présentent un rapport sur le modelage et le dégagement d'espaces publiques en Argentine. Et il serait utilitariste de se demander maintenant qui pourrait en profiter, et si des adresses ont été échangées ou si des coopérations ont été prévues. Les jours passés dans cette salle ne se prêtent pas à l'établissement rapide d'un sens, parce que justement, ils font partie de cette accumulation de savoir non-effectuable.

Nous devons nous demander néanmoins ce qui se passe lorsque ce genre de réunions se répètent, lorsque beaucoup d'entre nous se réunissent, rapportent, parlent continuellement. Quel espace se produit alors, et comment peut-on empêcher de s'user au contact l'un de l'autre? Un de nos amis disait que c'était un devoir politique de garder vivant les sujets. Nous croyons que cela n'est possible que si l'on pense ces sujets dans leur rapport antagoniste actuel.

---

[1] ExArgentina est un projet de l'Institut Goethe de Buenos Aires, promu par la Bundeskulturstiftung Deutschland (Fondation

Culturelle d'Allemagne), et portant sur la crise économique en Argentine qui constitue un parfait exemple des conséquences de la politique financière et économique internationale et de son idéologie néolibérale. Nous avons travaillé et discuté avec des groupes politiques et des artistes. Un résultat de notre voyage sera une exposition au musée Ludwig à Cologne en mars 2004. Le projet entend soutenir l'engagement artistique et politique qui s'oppose aux structures de pouvoir globales actuelles et ainsi montrer aussi des liens qui existent avec des initiatives européennes.